

**PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES, DE L'UTILITE
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

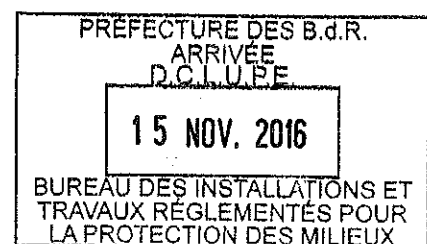
**ENQUETE PUBLIQUE
du 20 septembre au 21 octobre 2016**

concernant la demande formulée par la commune de la FARE-LES-
OLIVIERS en vue de procéder à la réalisation de bassins de rétention des
eaux pluviales collinaires et la mise en conformité de bassins existants
situés sur son territoire

Arrêté du 20 juillet 2016
de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ordonnant l'ouverture d'une
enquête publique

RAPPORT

Pierre Noël BELLANDI
Commissaire enquêteur
Caroline CERRATO
Commissaire enquêteur suppléant



SOMMAIRE

	Pages
1 - IDENTIFICATION DE L'ENQUETE	2
2 - COMPOSITION DU DOSSIER	2
3 - PRESENTATION GENERALE DU PROJET.....	3
4 - SYNTHESE DU DOSSIER.....	4
5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE	10
6 - COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	12
7 - CONCLUSION DU RAPPORT.....	12

1- IDENTIFICATION DE L'ENQUETE

1.1 Procédure et arrêté

- Décision n°16000056/13 du 26 mai 2016 du Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant un Commissaire Enquêteur et son suppléant, (annexe 1)

- Arrêté du 20 juillet 2016 de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation présentée par la commune de La Fare-les-Oliviers en vue de procéder à la réalisation et à la mise en conformité de bassins de rétention des eaux pluviales collinaires, (annexe 2)

- Avis d'enquête publique du 20 juillet 2016 (annexe 3)

1.2 Textes réglementaires

Les textes réglementaires dont il est fait référence sont :

- le code de l'environnement et les articles relatifs aux enquêtes publiques pour les opérations susceptibles d'affecter l'environnement (articles L.123-1 et suivants et R.123-1 à R.123-27)

- le code de l'environnement et ses articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-32 issus de la loi sur l'eau

- le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015.

2- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier est constitué de pièces administratives et techniques.

a) pièces administratives :

- Arrêté du 20 juillet 2016 de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation présentée par la commune de La Fare-les-Oliviers, en vue de procéder à la réalisation et à la mise en conformité de bassins de rétention des eaux pluviales collinaires,

- Avis d'enquête publique.

b) pièces techniques :

- Localisation du projet et objet de l'étude,
- Description des ouvrages,
- Document d'incidence sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Impact du projet et mesures compensatoires,
- Recommandations pour l'exploitation, l'entretien et la surveillance de l'ouvrage,
- Résumé non technique,
- Annexes.

3- PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Sur les 14 km² de la superficie de son territoire, la commune de La Fare-les-Oliviers est composée, approximativement de 1/3 de collines, 1/3 de zone urbanisée et 1/3 de zone agricole.

On peut alors noter l'importance de la superficie occupée par les collines qui sont situées dans la partie nord de la commune et qui amènent de grandes quantités d'eaux pluviales, lors de gros orages, qui sont canalisées dans les thalwegs et inondent la zone urbanisée.

Cinq bassins d'orage sont déjà implantés, qui fonctionnent suivant la technique de l'entonnoir, mais dont certains doivent être remis aux normes.

De nouveaux bassins devront donc être créés pour récupérer et écrêter les eaux qui proviennent des différents thalwegs.

Le projet prévoit la création de 8 bassins et la mise aux normes de 2 bassins de rétention. Ceux-ci n'auront pas pour fonction de créer des retenues pouvant former des lacs, mais d'écrêter les eaux pluviales, les débits de fuite s'écoulant dans le réseau pluvial de la commune.

Ces aménagements ont été préconisés par le **Schéma Directeur des Eaux Pluviales** dont le rapport définitif a été établi le 25 novembre 2011.

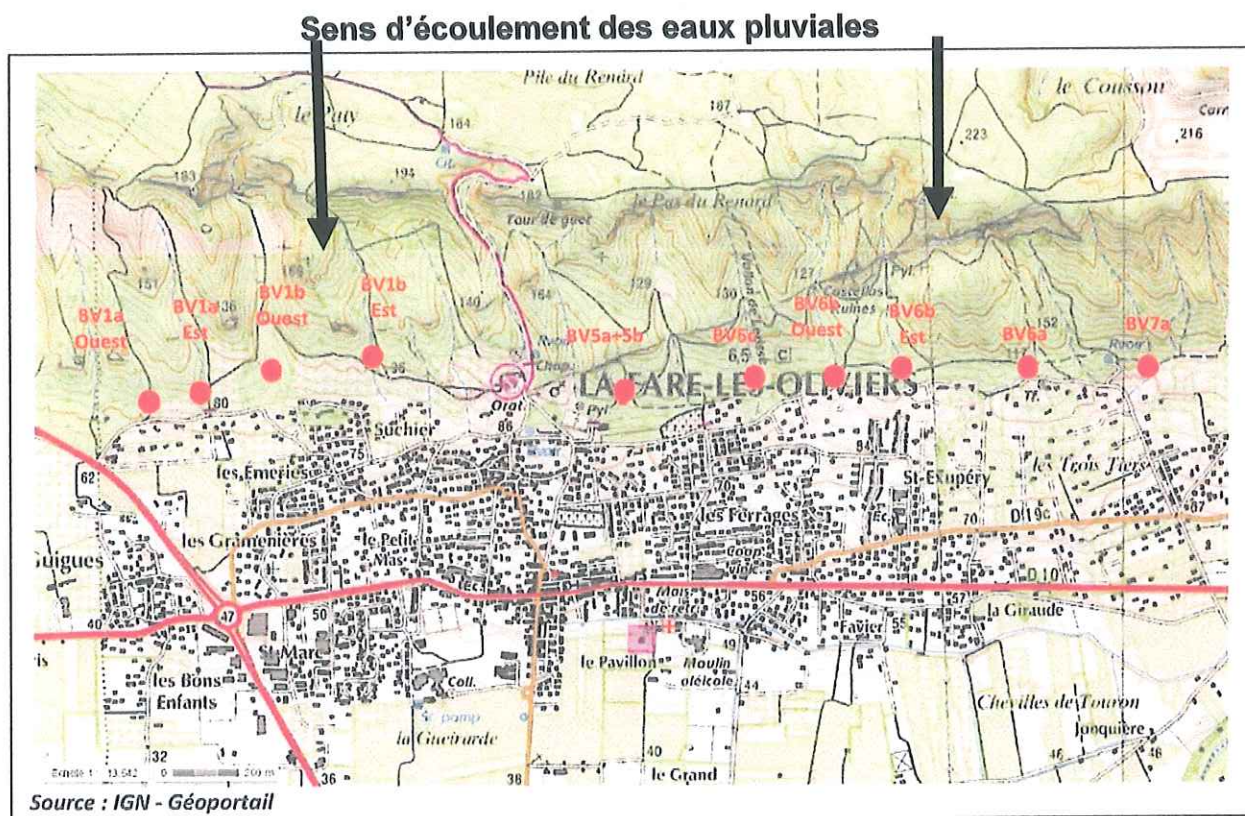
Il avait pour objectifs de :

- Dresser l'état des lieux de l'existant,
- Détailler les orientations à suivre en matière d'assainissement pluvial,
- Indiquer les travaux et actions à mener pour y parvenir.

Ce document a été réalisé par le bureau d'études B&R Ingénierie, qui après une présentation du réseau hydrographique et analyse hydraulique, propose un plan d'aménagement pluriannuel avec les priorités sur le réseau d'eaux pluviales et établit :

- des scénarios d'aménagement, pour améliorer la collecte et le transit de ces eaux,
- une estimation financière des travaux,
- une priorité d'intervention avec un planning budgété.

Le plan ci après montre la position de la partie urbanisée par rapporte aux collines situés au nord de la commune.



4- SYNTHESE DU DOSSIER

Le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau a été réalisé par le bureau d'études Verdi Ingénierie Méditerranée situé à Aix en Provence.

Les pièces les plus importantes concernent :

- Demandeur

Mairie de La Fare-les-Oliviers

Tribunal Administratif - dossier n°E16000056/13 - Demande de la commune de La FARE-LES-OLIVIERS en vue de procéder à la réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales collinaires et la mise en conformité de bassins existants situés sur son territoire

- Localisation du projet et objet de l'étude

Les plans de la zone avec matérialisation des emplacements des différents bassins, permettent de bien visualiser le projet.

Les aménagements qui sont prévus sont ceux qui ont été préconisés par le Schéma Directeur des Eaux Pluviales de novembre 2011. Le SDEP prévoyait des aménagements de type collinaire sur les bassins versants.

Le tableau ci après récapitule les données qui ont été prises en compte

Données issues du Schéma Directeur des Eaux Pluviales (SDEP)								
Bassin	Sous bassin		Nombre de Thalwegs retenus	Retenues (en m3)	Débit régulé (en l/s)	Période Evénement Pluvieux (en années)	Création ou mise aux normes	Priorité de réalisation 1 : 2 à 5 ans 2 : 5 à 10 ans 3 : 10 à 15 ans
BV1	BV1a	BV1a Ouest	1	1200	100	50	Création	3
		BV1a Est	1	2500	100	50	Mise aux normes	1
	BV1b	BV1b Ouest	1	3000	150	50	Création	2
		BV1b Est	1	2000	150	50	Mise aux normes	1
BV5	BV5a		1	230	Débit de fuite nul	2/5	Existant	1
	BV5b		1	3600	50	50	Création	1
	BV5c		2	5000	250	50	Création	2
BV6	BV6a		3	2200	150	50	Création	1
	BV6b	BV6b Ouest	1	2200	100	50	Création	2
		BV6b Est	1	2700	100	50	Création	2
BV7	BV7a		3	4000	200	50	Création	3

- Rubrique de la nomenclature concernée

Les installations ou travaux qui entraînent une modification du régime des eaux étant soumis à autorisation, il est rappelé les décrets du Code de l'Environnement (articles L.214-1 à L.214-6) qui régissent la mise en œuvre de la procédure et qui concernent la nomenclature et les procédures.

- Description des ouvrages

Les ouvrages ont été pré-dimensionnés sur la base des plans topographiques suivant les préconisations du SDEP.

Il est joint 10 tableaux indiquant pour chaque retenue les cotes, la superficie du plan d'eau et les volumes intermédiaires et cumulés.

Pour le dimensionnement, un tableau récapitulatif présente les caractéristiques des bassins versants considérés.

Une simulation est effectuée sur la situation projetée pour T=100 ans, permettant d'évaluer le fonctionnement des bassins pour un événement pluvieux d'occurrence 100 ans.

Les résultats sont analysés et présentés sous la forme d'un tableau par bassin versant.

- Document d'incidence sur l'eau et les milieux aquatiques

Il est réalisé, préalablement, un état initial du site concernant :

- la géographie, topographie. De nombreuses cartes, photographies aériennes permettent de visualiser les zones d'accueil des bassins et les plans topographiques de déterminer les cotes terrains des bassins.

- la géologie avec détermination des formations à dominante calcaire

- l'hydrogéologie

- l'hydrographie et hydrologie. Il est indiqué que la zone d'étude appartient au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse (SDAGE), arrêté préfectoral du 20 novembre 2009.

- la sensibilité du milieu récepteur. La zone n'est pas concernée par les crues de l'Arc, par contre elle est située, en partie, au sein de la ZNIEFF "Chaîne de la Fare-Massif de Lançon". Des études spécifiques, réalisées par le bureau d'études ECO-MED sont présentées en annexe.

- Impact du projet et mesures compensatoires

Les impacts peuvent être de plusieurs types et concerner :

- les eaux superficielles
- les eaux de ruissellement naturel - limité
- les cours d'eau - limité
- risque inondation – non négligeable
- les eaux souterraines – pas de modifications si ce n'est une augmentation ponctuelle de la recharge des eaux souterraines
- en phase travaux - limité
- sur la faune et la flore - limité
- compatibilité avec le SDAGE – compatible si les préconisations d'usage et de dimensionnement sont respectées.

- Recommandations pour l'exploitation, l'entretien et la surveillance de l'ouvrage

Les opérations de maintenance et d'entretien des bassins sont à la charge de la commune. Une surveillance régulière devra être assurée.

- Résumé non technique

Il est indiqué, dans ce chapitre les objectifs de la réalisation, diminuer le débit de rejet des thalwegs vers le réseau communal, et les ouvrages qui seront réalisés avec un volume total de rétention de 30 000m³ d'eaux pluviales au pied des collines dominant la commune.

- Sources

Le dossier fait état, dans ce paragraphe, des sites internet et des documents consultés et des supports graphiques.

- Annexes :

➤ 1 - Evaluation des incidences Natura 2000

Cette étude a été réalisée par le bureau d'études spécialisé ECO-MED.
Le document comporte 83 pages.

a) Etat initial

La zone d'étude est concernée par un site Natura 2000 et par la ZPS "Garigues de Lançon et Chaînes alentour"

Les résultats des inventaires réalisés dans la zone montrent que les habitats et les milieux présentent un faible enjeu local de conservation.

Les populations d'espèces d'oiseaux sont évaluées dans la suite du rapport de ECO-MED.

b) Evaluation des incidences sur la ZPS "Garrigues de Lançon et Chaînes alentour"

Le bilan des atteintes sur les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (DO1) et migratrice régulières (EMR) montre que celles-ci sont jugées faibles.

c) Proposition des mesures d'atténuation

Les mesures de réduction proposées concernent :

- l'adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces d'oiseaux à enjeux,
- le respect des emprises du projet,
- la proscription totale de l'usage des biocides et des engrais.

Le rapport indique, en conclusion, que "au regard des atteintes résiduelles sur les différents éléments évalués, le projet a une incidence non notable dommageable (non significative) sur la ZPS. Il ne devrait pas porter atteinte à l'état de conservation des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation de la ZPS, sous réserve de l'application des mesures d'atténuation".

➤ **2 - Volet naturel du dossier loi sur l'eau**

Cette étude a été réalisée par le bureau d'études spécialisé ECO-MED.

L'étude comporte 166 pages et comprend 4 parties :

a) - Données et méthodes : présentation du secteur d'étude et méthode d'inventaire et d'analyse.

Le projet est inclus dans un périmètre Natura 2000 ("Garrigues de Lançon et chaînes alentour", type ZPS) et un périmètre d'inventaires ZNIEFF.

Un inventaire de la flore a été réalisé et figure en annexe 2 du dossier ainsi que de la faune présente qui figure en annexes 3 pour les insectes, 4 pour les amphibiens, 5 pour les reptiles, 6 pour les oiseaux et 7 pour les mammifères.

b) - Etat initial : Résultat des inventaires, continuités écologiques et synthèse des enjeux.

Les milieux présents sont typiques de la basse Provence calcaire.

Aucune zone humide n'a été rencontrée.

Quatre espèces à enjeu notable ont été identifiées pour la flore, certaines présentant un fort enjeu local de conservation.

Pour la faune, la zone présente un intérêt limité pour les insectes, les amphibiens, les reptiles et les chiroptères. Concernant les oiseaux, 18 espèces sont avérées ou considérées comme fortement potentielles avec un enjeu local de conservation faible à fort.

c) - Evaluation des impacts : méthodes d'évaluation des impacts, analyse des effets du projet sur le patrimoine naturel et bilan des impacts.

Pour évaluer les impacts, une analyse qualitative et quantitative a été réalisée, liée à l'élément biologique et au projet. Celui-ci va nécessiter des travaux importants pour créer les digues, les fossés de déviation et d'écoulement et l'intervention sur les bassins existants.

Pour chaque bassin, il est indiqué dans un tableau les éléments à prendre en compte.

Le bilan des impacts indique que "les aménagements ne vont pas provoquer de rupture de continuité, ni créer d'isolats" et donc "l'impact sur les fonctionnalités écologiques est ici jugé très faible".

d) - Proposition de mesures d'atténuation et de compensation : approche méthodique, mesures d'atténuation, impacts résiduels, mesures de compensation, évaluation des mesures et chiffrage et programmation des mesures proposées.

Les mesures de réduction d'impact proposées sont :

- ajustement de l'emprise du projet et évitement des enjeux situés à proximité de l'emprise des travaux,

- adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces à enjeux,
- proscription totale de l'usage des biocides et des engrais,
- limitation et adaptation de l'éclairage,
- déplacement conservatoire des reptiles avant travaux,
- respect des emprises du projet.

Au regard des impacts résiduels pressentis, il n'y a pas lieu de proposer la mise en œuvre de mesures de compensation.

➤ 3 - Détermination des volumes de rétention

Ces volumes ont été déterminés suivant la méthode des pluies T=50 ans, en fonction des caractéristiques pluviométriques régionales, du bassin versant collecté, de celui de retenue

Deux courbes sont tracées qui déterminent, en fonction du temps en mn, les hauteurs relatives en mm pour les précipitations et la vidange de la retenue.

➤ 4 - Calcul des coefficients de ruissellement pour T=100 ans

La méthode utilisée est GTAR SETRA 2006

Ce calcul a été réalisé pour chaque bassin versant.

➤ **5 - Estimation du débit de surverse des bassins pour T=100 ans**

Les résultats sont présentés sous forme de tableaux (10 pages) par bassins versants et dans lesquels il est indiqué, en fonction du temps en mn, les hauteurs en mm, le volume total ruisselé et évacué, le débit de fuite en m³/min, m³/s et l/s.

➤ **6 - Estimation du débit centenal par la méthode rationnelle**

Les résultats sont présentés sous forme de tableaux (10 pages) par bassins versants.

➤ **7 - Plan des bassins versant issus du SDEP de la commune**

Ce plan, à l'échelle 1/2500 a été établi par le bureau d'études B&R Ingénierie Rhône Alpes dans le cadre des propositions et orientations d'aménagements du Schéma Directeur Assainissement des Eaux Pluviales.

5- DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5-1- Rencontre avec le Maître d'Ouvrage et visite du site

Le commissaire enquêteur a rencontré, avec la commissaire enquêteur suppléant, les représentants de la commune, le 10 mai 2016, pour avoir des informations plus générales sur le projet et sur le dossier d'enquête.

Etaient présents à cette réunion :

- M. RAPAUD Christian élu de la commune, adjoint aux travaux
- M. COLLOMB Pascal directeur des services techniques

Le commissaire enquêteur et son suppléant se sont ensuite rendus sur le site avec M. Pascal COLLOMB où ils ont pu, entre autres, visualiser les lieux concernés par le projet et constater que l'affichage de l'avis d'enquête avait été assuré.

5-2- Publicité, affichage et information du public

En application de l'article 4 de l'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône (cf. annexes 2), l'avis d'enquête publique a donné lieu à publications les 9 août 2016 et 22 septembre 2016 dans les journaux « La Provence » et « La Marseillaise » (annexes n°4, 5, 6 et 7).

Il a été affiché dans les sites de la commune. (annexe n°8).

5-3- Cotation et paraphe du dossier et registre d'enquête

Chaque pièce du dossier d'enquête publique, ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles déjà coté, ont été paraphés par le commissaire enquêteur, préalablement à l'ouverture de l'enquête.

5-4- Mise à disposition du public du dossier et du registre d'enquête

L'enquête s'est déroulée du mardi 20 septembre au vendredi 21 octobre 2016.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de La Fare-les-Oliviers, 250 avenue des Puisatiers (13580), pendant toute la durée de l'enquête, les jours ouvrables, de 9h00 à 12h00.

A la fin de l'enquête, le registre a été clos et signé par le commissaire enquêteur conformément à l'article 6 de l'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône.

5-5- Permanence du commissaire enquêteur et clôture de l'enquête

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public aux jours et heures suivants :

- mardi 20 septembre 2016	de 9h00 à 12h00
- jeudi 29 septembre 2016	de 9h00 à 12h00
- mercredi 5 octobre 2016	de 9h00 à 12h00
- vendredi 14 octobre 2016	de 9h00 à 12h00
- vendredi 21 octobre 2016	de 9h00 à 12h00

Il a disposé, pour la tenue des permanences, d'un bureau au Rez de chaussée de l'immeuble, dans le service Urbanisme.

L'accueil a été excellent et les conditions matérielles n'ont posé aucun problème.

Toutes les séances de permanence indiquées dans l'arrêté préfectoral ont été assurées et se sont déroulées dans de bonnes conditions, aucun incident n'étant à signaler.

5-6- Etat des observations notées sur le registre d'enquête

Pendant la période de mise à disposition du public du dossier et du registre d'enquête une seule observation a été notée sur celui ci lors de la présence du Commissaire Enquêteur.

La personne qui s'est présentée était une responsable domaniale de la société Technipipe, pipeline technologies, qui venait s'assurer que le pipeline SAGESS qui passe sur la commune de Lançon n'était pas impacté par le projet. Elle a pu vérifier que le projet se situe à environ 300m de la dite canalisation.

Aucune personne ne s'est présentée pour prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, pendant les permanences du Commissaire Enquêteur ou en dehors de celles ci,

6- COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Aucune observation n'ayant été formulée par un habitant de la commune, le Commissaire Enquêteur a posé deux questions concernant :

- l'entretien des ouvrages. Les installations nécessitent, pour leur bon fonctionnement, d'être entretenue. Aussi il est important de savoir si la commune a intégré cette préoccupation dans le cadre général de l'après construction des bassins,

- la sécurité. La sécurité de la population devant être assurée, quelles installations ont été prévues pour sécuriser les sites des différents bassins.

En réponse, la commune indique que :

- les installations seront visitées une fois par mois. Le contrôle effectué sera visuel. D'autre part un débroussaillage sera assuré comme prévu par la loi dans les sites forestiers,
- une protection sera mise en place sur les ouvrages techniques des exutoires.

7 - CONCLUSION DU RAPPORT

Le public n'est pas venu pour dire son accord ou ses doutes sur cette initiative de création de bassins de rétention des eaux pluviales collinaires.

Les aménagements qui sont prévus sont ceux qui ont été préconisés par le Schéma Directeur des Eaux Pluviales approuvé par le Préfet en novembre 2011. Le SDEP prévoyait des aménagements de type collinaire sur les bassins versants dont les objectifs sont de diminuer le débit de rejet des thalwegs vers le réseau communal.

Il y aura donc une amélioration du réseau des eaux pluviales avec, ce qui est important, un éloignement du risque d'inondation dans le secteur urbanisé de la commune.

Concernant les incidences sur les zones Nature200 et ZPS, le rapport établi par le bureau d'études spécialisé ECO-MED, indique, en conclusion, que le projet ne devrait pas porter atteinte à l'état de conservation des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation de la ZPS et que l'impact sur les fonctionnalités écologiques est ici jugé très faible.

Concernant la disponibilité des terrains d'assiette, il faut noter que les terrains concernés par le projet sont propriété de la commune.

Achèvement de la mission du commissaire enquêteur

Après avoir rédigé sur un document séparé ses conclusions et son avis motivé le commissaire enquêteur a adressé l'ensemble des documents à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône.

Par ailleurs, une copie du rapport et des conclusions motivées, ont été adressées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à SIMIANE COLLONGUE
le 15 novembre 2016



Le commissaire enquêteur
Pierre Noël BELLANDI